

QUELQUES PAGES INÉDITES D'ERCKMANN-CHATRIAN

Au printemps de 1977, le Musée de Phalsbourg achetait à la librairie de l'Abbaye un lot de « papiers » d'Émile Erckmann. Lors d'un de ses séjours à Phalsbourg, le professeur Stephen Foster, de l'Université de Norfolk (Virginie), l'un des meilleurs spécialistes d'Erckmann-Chatrian, repérait parmi ces documents trois feuillets formant un ensemble cohérent. Quoique le texte, une fois déchiffré et transcrit, lui « fasse penser à bien d'autres »..., le professeur Foster finit par conclure à la probabilité d'un inédit, auquel il souhaite qu'une revue puisse faire « une petite place ».

Le texte, qui compte environ deux mille sept cents mots, paraît complet, pourvu d'un début et d'une fin; il n'y manque qu'un titre. On le dirait « publiable en son état »; or, à notre connaissance, il n'a pas été publié. La raison en est sans doute - c'est ce que nous essaierons de montrer - qu'il s'agit d'un écrit de circonstance et que, n'ayant pas pu ou pas voulu le faire paraître au moment où il aurait présenté quelque intérêt pour les lecteurs, Erckmann l'a mis de côté.

Que peut apporter aujourd'hui cet inédit ? Pas beaucoup plus qu'une nouvelle confirmation de l'importance de certains thèmes chez l'écrivain, et un nouvel exemple de son activité de publiciste.

L'action est à Sainte-Suzanne... On sait que c'est un autre Phalsbourgeois, celui dont Erckmann-Chatrian se sert quand l'usage de Phalsbourg même serait embarrassant : quand les éléments autobiographiques du récit sont trop nombreux ou trop précis, ou quand des personnes vivantes pourraient se reconnaître, au moment de la publication, dans des personnages de la « fiction ». On verra qu'ici, faisant parler des hommes publics : le maire et le secrétaire de mairie, à propos d'événements contemporains, Erckmann ne pouvait évidemment pas situer son récit à Phalsbourg.

Le texte n'est pas daté, et ne contient aucune date. Toutefois, les références à la chronologie et à l'histoire du XIX^e siècle sont assez nombreuses pour qu'on puisse faire des hypothèses sérieuses quant à l'époque de la rédaction et aux événements rapportés.

Rédigé sous la République (ligne 164), le récit évoque (l. 192 à 195) de prochaines élections, qui auront lieu au scrutin d'arrondissement, rétabli après abrogation du scrutin de liste. Comme il s'agissait manifestement de la Troisième République - la chute de Napoléon III étant plusieurs fois commentée - les élections dont parle le maire de Sainte-Suzanne sont certainement les élections législatives fixées au 20 février et au 5 mars 1876, et pour lesquelles l'Assemblée a, en effet, modifié le mode de scrutin.

On connaît les sentiments républicains d'Erckmann. Il les a exprimés sous l'Empire, il les confirme naturellement sous la République. Il s'engage : on se rappelle la *Lettre d'un électeur à son député*, parue dans *Le Siècle* du 2 juillet 1872 à l'occasion d'élections partielles. Un peu plus tard, pour les sénatoriales du 30 janvier 1876, le même journal publie, à la date du 16 janvier, *L'intérêt des paysans*, ou Lettre d'un cultivateur aux paysans de France. Cette « lettre » sera tirée en brochure à plus d'un million d'exemplaires et diffusée par les partis républicains. Notre inédit, bien qu'ayant l'aspect d'une fiction (récit largement anecdotique et dialogues entre deux personnages), s'inscrit dans la droite ligne de ces deux textes politiques : une analyse sommaire de son contenu le confirmera.

Ces quelques feuillets ont sans doute été écrits à Saint-Dié, pendant le séjour chez Montezuma Goguel, et au cours de l'hiver 1875-1876⁽¹⁾. Ils ont bien le ton presque grinçant des œuvres postérieures à 1870, qui abordent le passé immédiat (qu'on pense à *Maître Gaspard Fix*, paru en 1875) ou l'actualité, œuvres d'un écrivain davantage enclin au pessimisme, ou plutôt, moins enclin à l'idéalisme qu'autrefois, au milieu d'un monde profondément bouleversé.

L'un des personnages du récit, le maire de Sainte-Suzanne, en est le narrateur; ainsi n'est-il pas nommé. Au début, il n'a dans le dialogue qu'un rôle de faire-valoir, posant les questions et montrant l'intérêt qu'il faut pour relancer le discours du secrétaire de mairie. Pourtant, au fil du texte, se dessine l'image d'un notable, assez républicain pour s'inquiéter du sort des institutions (l. 195), et depuis assez longtemps pour pouvoir dire (l. 171-172) : « ... il avait porté (Napoléon III) un coup dangereux à la morale, sans parler des victimes qu'il avait faites et dont nous gardions tous le souvenir. ». Pourrait-on voir dans ce propos sur les crimes du bonapartisme une évocation du docteur Léman, successeur d'Erckmann à la présidence du Club de Phalsbourg en 1849, victime du coup d'État de 1851, qu'Erckmann vient de faire revivre sous le pseudonyme de « Docteur Laurent » dans *Maître Gaspard Fix* ?

Plus complexe et plus intéressante que la figure de « Monsieur le Maire » est celle du secrétaire de mairie, Nicolas Mulot, instituteur en retraite. Ses trois cents francs de pension et les deux cent cinquante francs de la mairie feraient de lui un pauvre bougre, s'il n'avait hérité de sa sœur, elle-même légataire du commerçant parisien qu'elle servait, une bonne somme. On n'insistera pas sur l'habitude qu'a Erckmann de chiffrer, en tant qu'un des composants de ses personnages, leurs revenus. Ici, il dénonce une fois de plus la médiocrité du traitement des enseignants, et particulièrement des instituteurs (l. 107 à 114). Comme le père Guillaume (*Histoire d'un sous-maître*, 1871), comme Monsieur

1) On pourrait s'amuser à employer une autre « méthode de datation » : Nicolas Mulot, le secrétaire de mairie, a environ soixante ans; il avait dix ans sous le règne de Charles X; en prenant 1827 comme point moyen du règne, on trouverait que le texte se situe en 1877...

Florence (*Les deux frères*, 1873), Nicolas Mulot a tiré le diable par la queue. Aux yeux d'Erckmann, c'est l'indépendance même des instituteurs à l'endroit de notables du village ou du canton, qui est dangereusement limitée par leur pauvreté. S'il lui arrive de déplorer qu'ils fussent chantes - sous la tutelle du curé... - il ne regrette pas qu'ils arrondissent leur revenu en étant secrétaires de mairie, arpenteurs, etc. : leur rôle social s'en trouve élargi. On comprend ici que le franc-parler de Nicolas Mulot (l. 3 à 5) est celui d'un homme qui, maintenant, pourrait se passer de ses appointements.

L'ancien instituteur va jusqu'à manifester un cynisme tranquille. Tout en dénonçant la façon dont on pouvait devenir bachelier sous Charles X (l. 19 à 63), il se désole... de n'avoir pu bénéficier lui-même d'un abus qui lui aurait permis de faire la carrière que ses dons méritaient. Si le texte a bien été écrit dans un contexte de campagne électorale, l'anecdote n'est pas gratuite : on ne rappellera jamais assez souvent les abus et les privilèges des anciens régimes; et le faire sur un mode paradoxal revêt la chose d'une touche de littérature.

Nicolas Mulot, qui n'a pas pu être fait bachelier par la grâce de l'abbé Grandmougin²⁾, a dû se contenter d'un emploi de maître d'école. Il fut peut-être un bon maître, mais il est sans illusion : « Au fond... les hommes ne valent pas grand-chose » (l. 134), et ne croit guère aux vertus de l'éducation scolaire. On a déjà entendu là-dessus le père Guillaume : « Les enfants ne valent pas deux liards. On les redresse à coups de baguette. »; mais l'opinion du sous-maître est différente... Et Monsieur Florence : « Je le dis et c'est la vérité, la première instruction est celle de la maison; celle de l'école ne vient qu'ensuite ». Si Erckmann continue à soutenir que « l'instruction du peuple est de la plus grande importance, surtout dans un pays de suffrage universel... » (*Histoire d'un sous-maître*), il a sans doute tiré la leçon des « convulsions sociales » de 1870-71 : « Il n'y aurait point d'antagonisme de classes si on avait pris soin d'instruire le peuple, et les paysans voteraient aujourd'hui comme les bourgeois » (*Histoire d'un sous-maître*), déclaration qui dut plaire à Jules Ferry...

Quant à ce que nous appelons l'égalité des chances, il n'y croit pas beaucoup et même, si l'on suit Nicolas Mulot, pour qui bien peu seront sauvés (l. 139 à 142), il n'y croit pas du tout.

La fin du discours véhément de l'instituteur en retraite sur l'avenir (l. 153 à 163) des « mauvais farceurs » et autres « faiseurs de grimaces » : « ... ils sont tous devenus fabricants de gazettes et de journaux », laisse perplexe. Erckmann, bien qu'il ait - comme la plupart des écrivains du XIX^e siècle - collaboré à différents journaux, ne serait-ce qu'en feuilletonniste, n'aimait pas le monde de la presse. Ici, la dénonciation de

2) Le principal du Collège de Phalsbourg sous Charles X s'appelait... Mougéot.

l'influence des directeurs de journaux sur la formation de l'opinion : « Ces gens-là font la pluie et le beau temps », touche à la violence, et Monsieur le Maire est bien près d'emboîter le pas à son secrétaire ! On peut penser que le courroux n'est que celui d'un personnage excessif, puisqu'aussi bien, si notre estimation de la date de rédaction du texte est juste, Erckmann s'apprête à faire paraître dans *Le Siècle* sa *Lettre d'un cultivateur...*; or, selon Monsieur Mulot, il ne semble pas y avoir de bons journaux.

Ce n'est que dans les dernières lignes que les événements les plus actuels entrent en jeu, c'est-à-dire les élections législatives pour lesquelles on vient de rétablir le scrutin d'arrondissement (l. 190 et suivantes). « ... avec le scrutin de liste, Dieu sait ce que la république serait devenue », déclare le maire. On devinerait facilement l'opinion d'Erckmann lui-même sur le meilleur mode de scrutin, si on ne la connaissait déjà. Comme Nicolas Mulot, il préfère voter pour « nos représentants à nous » (l. 199), plutôt que pour « les autres (qui) voient les choses en grand et ne songent qu'à la patrie ». Les conceptions politiques d'Erckmann, la notion de « petite patrie » qui est au cœur de ses peintures de la société, de la nation, etc... tout l'amène à maintenir l'image du représentant du peuple, tel que l'incarne Chauvel dans l'*Histoire d'un paysan*.

« Les élections approchent et nous allons voir ce que cela donnera. » (l. 206). Quelques mois plus tard, Erckmann a pu sans doute se réjouir de la victoire des partis républicains; ceux-ci enlèvent 295 sièges à l'Assemblée, contre 133 aux partis conservateurs. La défaite des « Impérialistes, des Monarchistes et des Jésuites », de toutes les bêtes noires d'Émile Erckmann, consacrait enfin la République.

Michel BOULANGER †

Monsieur Nicolas Mulot, ancien instituteur à Sainte-Suzanne, aujourd'hui secrétaire de la mairie est un homme d'environ soixante ans, grand, sec, roux grisonnant, plein d'expérience et de bon sens, mais un peu trop sans gêne, et d'une franchise qui n'est pas toujours agréable. En ma qualité de maire, nous avons souvent l'occasion de causer ensemble et je dois avouer que sa conversation m'apprend bien des choses et rectifie souvent mes idées sur la marche des affaires en ce bas monde.

L'autre jour, me trouvant seul avec lui au bureau de la mairie et en train de feuilleter le recueil des lois et règlements concernant l'instruction publique sur lesquels Monsieur Mulot me donnait des renseignements très nets et fort curieux, tout à coup il me demanda :

« Monsieur le Maire, êtes-vous reçu bachelier ? »

– Sans doute, lui répondis-je, tout étonné de la question, oui, j'ai passé sept ans sur les bancs d'un collège pour apprendre le grec et le latin. Il est vrai que cela ne m'a pas servi de grand-chose dans la pratique du notariat... Mais quand on parle d'Homère, de Virgile, d'Horace, je sais ce qu'on veut dire et je peux même au besoin faire une petite citation de ces auteurs, ce qui me relève dans l'opinion de la société.

– Bon ! fit-il avec un sourire étrange, je vous comprends, Monsieur le Maire. Chacun a son grain d'amour propre. Mais dans ma jeunesse, sous Charles X, on faisait des bacheliers à la douzaine sans les obliger à se fouler la rate; ils devenaient en quelque sorte bacheliers par droit de naissance.

– Comment cela, Monsieur Mulot, vous m'étonnez.

– Rien n'est pourtant plus simple, reprit-il, en se barbouillant le nez d'une ample prise de tabac. Monsieur l'Abbé Grandmougin, principal du Collège Ste-Suzanne, recevait de Nancy, en automne, la version latine et le sujet du discours français que les aspirants devaient faire. Il recevait aussi la liste des questions sur lesquelles Monsieur l'Inspecteur les interrogerait à son passage dans notre ville. On les enfermait dans la grande salle de la mairie au premier où l'on tire à la conscription. Un gendarme se promenait dans le corridor et c'est à ce gendarme-là que l'on passait sous la porte la version et la composition toutes faites, moyennant quelques francs qu'on lui glissait dans la main. Monsieur Jobinard, professeur de rhétorique, s'était chargé de la besogne en changeant quelques mots pour chaque candidat et vous pensez bien qu'il ne l'avait pas fait sans quelques petites rémunérations. Ensuite on communiquait à ces jeunes gens la liste des questions sur lesquelles on les examinerait. Ils les étudiaient dans leurs dictionnaires d'histoire, de géographie, de physique. L'inspecteur passait, il les interrogeait et naturellement tous étaient reçus avec distinction.

– C'était fort commode, Monsieur Mulot, lui dis-je.

– Oui, fit-il en riant. Après cela, ces farceurs allaient passer quelques années à Strasbourg pour étudier le droit, la médecine ou la théologie en avalant des chopes à la Cave Profonde et menant joyeuse vie avec les donzelles de l'endroit. Ils passaient un certain nombre d'examens comme le premier et lisaient finalement leurs thèses fabriquées aussi par des professeurs de là-bas, ils les soutenaient tant bien que mal et recevaient leurs diplômes, les uns pour couper des bras et des jambes à tort et à travers, soit en ville soit à l'armée, les autres pour défendre les jeux dignes de la corde qu'ils sauvaient ou faisaient condamner selon leur talent naturel dans l'art d'embrouiller les questions; d'autres pour aller prêcher les vertus chrétiennes dans leurs villages en qualité de vicaires en attendant une bonne cure. C'est ainsi que furent reçus bacheliers et licenciés Monsieur Musculus, l'ancien président du tribunal de Saverne, Messieurs Bonneau et Castex, qu'on appelait dans le temps « les aigles du barreau de Strasbourg », Monsieur Viriou, depuis chirurgien-major de la garde royale, Monsieur le Garde-Général des eaux et forêts, Périolot, et cinquante autres que je pourrais vous nommer et qui ne savent pas plus de grec et de

latin que moi, mais dont les parents avaient de quoi graisser les pattes de Monsieur le Principal Grandmougin, du professeur de rhétorique Jobinard, du gendarme en faction, et peut-être de l'Inspecteur lui-même. Et voilà pourquoi, Monsieur le Maire, j'ai toujours pensé qu'il ne fallait pas beaucoup de grec et de latin pour couper des jambes, pour faire des emplâtres selon le codex, pour envoyer les gens aux galères ou pour prêcher les vertus chrétiennes aux autres.

Il se tut, l'air tout satisfait de ce qu'il venait de me dire, en faisant une nouvelle prise dans sa tabatière, en se remettant à copier je ne sais quel certificat qu'il avait tiré d'un carton.

J'étais confondu de son assurance.

– Mais, lui dis-je au bout de quelques instants, d'où tenez-vous tous ces détails, Monsieur Mulot ? Cela me dépasse et j'en suis presque suffoqué.

Et lui, déposant sa plume, reprit :

– Je connais ces détails parce que mon père était alors secrétaire de la mairie comme je le suis aujourd'hui. J'avais dix ans et c'est moi-même qui remettais la version et la composition au gendarme dans le corridor. Mon père ne voulait rien savoir de tout cela, mais nous recevions toujours à l'occasion de ces examens quelques cadeaux dont notre pauvre ménage avait grand besoin. Si mon père avait pu vivre encore quelques années, on m'aurait reçu bachelier gratis en considération des services qu'il avait rendus à la ville. Malheureusement, à sa mort, je n'avais encore que seize ans, il fallut évacuer la mairie et chercher fortune ailleurs. Sans cela, Monsieur le Maire, au lieu d'être un vieux maître d'école en retraite avec trois cents francs de pension après trente ans de service, je serais peut-être président de cour, receveur général des finances, inspecteur de quelque chose, sénateur, académicien, n'importe quoi en ce genre, car les bonnes dispositions pour m'enrichir ne me manquaient pas, ni le bon appétit non plus. Il n'y a que les premiers échelons qui coûtent à grimper, une fois sur l'échelle, ça va tout seul. Enfin, puisque le Seigneur Dieu ne m'a pas fait la grâce de devenir grand vicaire, évêque ou cardinal, je ne l'en bénis pas moins de m'avoir conservé la santé jusqu'à mon âge et de m'avoir fait hériter sur la fin de mes jours d'une trentaine de mille francs amassés par ma sœur Lisbeth, cuisinière chez un bon bourgeois de Paris, Monsieur Piquot, bonnetier rue Caumartin, qui finit par lui léguer son magot. Ces trente mille francs ont mis du beurre dans les épinards, il fallait bien cela car mes trois cents francs de retraite et les deux cent cinquante francs de la Mairie m'avaient rendu si maigre que je me perdais en quelque sorte dans ma vieille capote râpée comme dans un sac.

Je l'avais écouté fort vexé sans pourtant le laisser paraître, et comme il se taisait un instant pour reprendre haleine :

– Je veux bien croire, Monsieur Mulot, lui dis-je, que les bacheliers se fabriquaient comme vous me l'assurez, du temps de Monsieur Denis Frayssinous, évêque d'Hermopolis, pair de France et premier aumônier du roi, ministre, secrétaire d'État au Département des Affaires Ecclésiastiques et de l'Instruction Publique. Oui, c'est possible, puisque vous en avez été témoin. Mais de mon temps, sous Louis-Philippe, les examens étaient plus sérieux.

– Je le sais, fit-il, en m'interrompant. Alors il fallait faire sa version soi-même au lieu de la recevoir toute faite de Monsieur Jobinard ou d'autres, et de plus, au lieu d'être interrogé par l'Inspecteur sur des questions prévues à l'avance, il fallait tirer des numéros dans un sac et répondre aux examinateurs en public. Mais tout cela n'empêche pas les instituteurs de rester dans la nasse comme avant. Malgré les belles promesses de Guizot, ils ne reçurent pas un centime de plus. Au contraire, en affranchissant les instituteurs de l'obligation de produire une permission spéciale, la loi de 1833 a constitué, quant à l'instruction primaire, la liberté d'enseigner et les frères de la doctrine chrétienne ont pris le dessus. Ils ont accaparé tous les élèves et maintenant

les francs (?), et l'avoir net d'un maître d'école, souvent chargé de famille, ne dépasse pas 300 francs. J'ai passé par là, Monsieur le Maire. Je puis en parler. Et notez-le bien qu'avant mon héritage, pas un seul de mes anciens élèves ne m'aurait témoigné la moindre reconnaissance, pas un seul ne m'aurait donné un radis. Ah, les gueux ! Chaque fois que j'en rencontre un à casser des pierres sur la route ou à piocher dans les champs, il a l'air de ne pas me reconnaître. Mais tous se rappellent encore que j'ai la poigne solide, il leur reste toujours quelque chose des bons principes que je leur ai donnés. C'est ce qu'il faut, que deviendrions-nous, ô mon Dieu, si les gens perdaient toute considération de l'autorité. Tant que j'étais maître d'école, mes premiers élèves, ceux que j'avais été forcé de redresser, m'amenaient leurs enfants en me saluant respectueusement et me disant :

– Monsieur Mulot, je vous amène mon fils. Traitez-le comme vous m'avez traité, il en a grand besoin. Faites-en un bon sujet. C'est le plus grand service que vous puissiez lui rendre et à moi.

Et je leur répondais ainsi :

– Sois tranquille, Jean-Pierre ou Jean-Claude. Je réponds de lui. S'il est mauvais, je vais le bonifier, et s'il est bon, je le rendrai encore meilleur.

Monsieur Mulot, dont la figure jusqu'alors avait été presque souriante, devint tout à coup sévère.

– Au fond, dit-il, les hommes ne valent pas grand-chose. Je puis me flatter de connaître le genre humain car pendant trente ans j'ai toujours eu de quarante à cinquante garçons dans mon école en toutes saisons et en hiver quand c'était fini de ramasser les fânes au bois, de lier les fagots dans les coupes, et de garder les bétails aux champs, cela montait jusqu'à soixante-dix et quatre-vingt. Mettons soixante en moyenne, multiplié par trente, cela fait dix-huit cents. Et bien, sur ces dix-huit cents, j'en compte tout au plus une trentaine qui se soient bonifiés par la suite; tous les autres sont tombés à rien ou presque rien. C'était du bas ripapier. Je voyais d'avance ce qu'ils deviendraient, comme un jardinier voit dans sa pépinière les fruits que ses plantes et replants porteront, et je me disais à première vue, « Toi, tu seras savetier, toi, tu deviendras marchand ambulant, et tu grugeras les gens sur la foire; toi, tu deviendras caporal ou sergent à l'armée. Si la chance te veut du bien, tu n'es pas aussi bête que tes camarades et tu pourras monter en temps de paix jusqu'au grade de capitaine, et si nous avons une bonne guerre, jusqu'à celui de commandant et de colonel. Toi, tu seras bon pour entrer au séminaire et tu finiras par attraper une bonne cure vers soixante-dix ans, mais tu ne deviendras jamais grand vicairé ni jésuite, mon pauvre Nicolas. Oh, non ! Tu n'as pas le nez assez fin et puis tu n'apprendras jamais à loucher. ». Ainsi de suite, et je ne me suis jamais trompé. Une seule espèce de gueux m'ont toujours laissé dans le doute pour leur avenir. C'étaient les mauvais farceurs, les rieurs, les faiseurs de grimaces. Je leur en voulais car au moment où je m'y attendais le moins, tout à coup j'entendais rire de tous les côtés. J'avais beau regarder, je ne voyais rien. J'avais beau regarder, personne ne bougeait, tout le monde écrivait, avait le nez sur son livre, et celui qui faisait rire toute l'école avait l'air plus tranquille que tous les autres. Mais aussi quand je voyais quelque chose. Malheur ! C'est alors que la bague sifflait et que le mauvais pendard n'était pas à la noce. Tous ces gueux-là doivent se souvenir de moi. Je ne pouvais pas me figurer ce qu'ils deviendraient. Et bien, ils sont tous devenus fabricants de gazettes et de journaux. Surtout depuis la république. Avant ils se taisaient. Quelques-uns criaient de loin, c'étaient les plus malins. Leurs gazettes entraient par gros paquets en France. Vous le savez, Monsieur le Maire, nous-mêmes nous en lisions quelques-unes en cachette et nous riions car on avait fini par prendre Napoléon en grippe. Cet être nous avait fait trop de mal, et depuis la violation de son serment prononcé devant Dieu et les hommes à la tribune, de respecter la constitution tous les honnêtes gens l'abommaient et l'exécraient comme un véritable bandit.

– Oui, Monsieur Mulot, il avait porté un coup dangereux à la morale, sans parler des victimes qu’il avait faites et dont nous gardions tous le souvenir.

– C’était le plus grand scélérat de la création, reprit Monsieur Mulot, mais pour en revenir aux fabricants de gazettes, on peut dire qu’ils sont devenus les premiers hommes de ce temps-ci. Car qu’est-ce qu’un capitaine et même un général, qu’est-ce qu’un grand commerçant, un grand industriel, un évêque, un président de cour, un savant hors ligne auprès d’un fabricant de gazettes ? Rien du tout. Ces gens-là font la pluie et le beau temps. Ils font les députés, les sénateurs et même les présidents de la république. Selon ce qu’ils disent, le pays est changé de fond en comble, les paysans, les ouvriers votent en masse comme ils veulent. Ils se font même nommer eux-mêmes quand il leur convient pour grandir leur réputation et mieux vendre leur journal. Autrefois on ne parlait que de généraux, de maréchaux, de ministres, de ducs et de rois. Aujourd’hui on ne parle que du grand Doudoche, du fameux Herdeling et de trois ou quatre autres de ces hommes extraordinaires qui nous conduisent tous où bon leur semble, et qui renversent les ministres à la file quand ils en ont assez. Est-ce bien vrai, Monsieur le Maire ?

– Oui, c’est vrai, répondis-je. Le premier Bonaparte, qui n’était pas précisément une bête, disait que cinq sur six braillards font plus de bruit que dix mille hommes qui se taisent. Depuis longtemps nos paysans se taisent mais cela ne les empêche pas d’entendre toutes les bêtises que débitent les braillards ou de voir toutes celles qu’on fait. C’est un grand bonheur pour la république que le citoyen Flogerot, président du conseil, ait eu l’idée de proposer lui-même le rétablissement du scrutin d’arrondissement car avec le scrutin de liste, Dieu sait ce que la république serait devenue. La masse, la grande masse en France en avait assez de toutes ces sottises, de tous ces mensonges, de toutes ces calomnies que les gazettes répandent.

– C’est clair, dit Monsieur Mulot, à force d’entendre répéter que nos représentants à nous sont des représentants de clocher qui ne songent qu’à nos vaches, à nos intérêts particuliers, tandis que les autres voient les choses en grand et ne songent qu’à la patrie. A force de nous voir rabaisser par tous ces gazetiers qui déclarent en empochant qu’ils sont les plus désintéressés du monde, on aurait fini par voter pour toute la canaille et les aigrefins qui se seraient présentés, et voilà ce que les Impérialistes, les Monarchistes et les Jésuites voulaient. Enfin, le scrutin d’arrondissement est rétabli. Les élections approchent et nous allons voir ce que cela donnera.

Comme la nuit tombait alors et que l’heure du souper approchait, je me levais. Monsieur Mulot fit de même. Nous sortîmes, il referma le bureau à double tour et nous nous séparâmes en nous souhaitant le bon soir.